



**PRÉFET
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale de la Somme
53 rue de la Vallée
80000 Amiens

Lille, le 21/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PARC EOLIEN DU MELIER

16 Boulevard Montmartre
75009 Paris

Références : 2025-E20146
Code AIOT : 0005107618

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/06/2025 dans l'établissement PARC EOLIEN DU MELIER implanté Lieux-dits "Champ du Mélier, Le Mélier, Au chemin de Beaucamps-le-Vieux, Au chemin d'Airaines" 80430 Lafresguimont-Saint-Martin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est réalisée dans le cadre de l'action régionale pour le suivi de la mortalité des parcs éoliens.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PARC EOLIEN DU MELIER
- Lieux-dits "Champ du Mélier, Le Mélier, Au chemin de Beaucamps-le-Vieux, Au chemin d'Airaines" 80430 Lafresguimont-Saint-Martin
- Code AIOT : 0005107618

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entité du parc éolien de Mélier est constituée de 4 aérogénérateurs et d'un poste de livraison et est exploitée par la société mandatée ERG. Le parc est situé sur les communes de Lafresguimont-Saint-Martin et Beaucamps-le-Jeune.

Le modèle des 4 éoliennes est Senvion MM100 de puissance unitaire 2 MW. Les éoliennes nommées LM1, LM2, LM3 et LM4 présentent les caractéristiques suivantes :

- Hauteur de mât : 80 m
- Hauteur en bout de pale : 130 m
- Diamètre du rotor : 100 m
- Garde au sol : 30 m

La puissance totale installée est de 8 MW.

Le parc est autorisé à exploiter par permis de conduire en date du 14 mai 2012. Un donné acte du 26 septembre 2012 a acté du classement sous la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées encadré par les prescriptions prévues par l'arrêté ministériel du 26 août 2011.

La mise en service date du 26 novembre 2016.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 15

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Panneau et identification mât	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
2	Accès	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
4	Essais annuels des arrêts	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17-2ème alinéa	Sans objet
5	Contrôle visuel des pâles	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-II	Sans objet
6	Registre de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Sans objet
7	Moyens de	Arrêté Ministériel du 26/08/2011,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	lutte contre incendie	article 24	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un arrêté de prescriptions complémentaires a été rédigé à la suite de la visite d'inspection pour élargir le fonctionnement du plan de bridage des éoliennes actuellement mis en place sur le parc, afin de couvrir plus de 90% de l'activité chiroptérologique.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.</p> <p>Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p> <p>Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p> <p>Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de " dépôt légal de données de biodiversité " créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.</p> <p>« Pour un » projet de renouvellement, autre qu'un renouvellement à l'identique, l'exploitant met en place un suivi environnemental, permettant d'atteindre les objectifs visés au 1er alinéa du présent article, dans les 3 ans qui précèdent le dépôt du porter à connaissance au préfet prévu par « le II de » l'article R. 181-46 du code de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a communiqué les suivis environnementaux pour les années 2021, 2022 et 2023. La période de suivi de la mortalité est identique de mai à octobre pour l'ensemble des suivis. Une écoute de l'activité en hauteur des chiroptères est également réalisée. Cependant, une défaillance technique a rendu inexploitable les données de 2023.</p>

Année 2021 :

Un total de 9 cadavres est recensé dont 6 oiseaux et 3 chiroptères (2 Pipistrelles communes et une Noctule de Leisler). Une analyse de l'activité chiroptérologique montre que 90 % de l'activité est concentrée entre le 10 juin et 16 octobre. A l'issue du suivi le bureau d'études n'a proposé aucun plan de bridage.

Année 2022 :

Un total de 16 cadavres a été relevé lors des prospections dont 11 oiseaux (avec un Faucon crécerelle) et 5 chiroptères (2 Pipistrelles communes, 1 Noctule de Leisler, 1 Sérotine commune et 1 Pipistrelle non identifiée). Sur le graphique reprenant l'activité des chauves-souris, de nombreux contacts sont comptabilisés pour les mois de juin et de juillet. Le bureau d'études indique que plus de 90 % de l'activité chiroptérologique est regroupée entre le 16 juin et le 16 octobre. De plus, un cadavre de Pipistrelle commune a été retrouvé en date du 14/06/2022. Pourtant le bureau d'études préconise un plan de bridage à partir du 1^{er} août malgré une forte activité retrouvée en juin et juillet ainsi que la découverte d'un cadavre en juin.

Le plan de bridage proposé pour l'année 2023 reprend les conditions suivantes :

- Du 01/08 au 31/10 ;
- de 30 min avant le coucher du soleil à 30 min après le lever ;
- pour des vitesses de vent inférieures à 6 m/s ;
- pour des températures inférieures à 11 °C ;
- en l'absence de précipitations.

D'après les captures écran du SCADA envoyées par l'exploitant, le bridage des quatre machines a été mis en place le 1^{er} août 2023.

Année 2023 :

Un total de 5 cadavres découverts est recensé avec 3 oiseaux dont un Martinet noir, une Perdrix grise ainsi qu'un Roitelet à triple bandeau et également 2 chiroptères dont une Pipistrelle commune et une Pipistrelle de Nathusius. Les cas de mortalité sont uniquement répertoriés sur l'éolienne LM3 et LM4.

Ce suivi environnemental vise à vérifier l'efficacité du plan de bridage mis en place suite au suivi de 2022.

Le bureau d'étude ayant réalisé le suivi de la mortalité indique qu'au vu de la mortalité retrouvée sur site, le plan de bridage mis en place en 2023 est efficace et offre un bon taux de préservation pour les chiroptères. Il conclut également que l'impact du parc éolien de Mélier sur les oiseaux est considéré comme non significatif. Il est préconisé de maintenir le bridage nocturne selon les

paramètres détaillés précédemment et de renouveler le suivi environnemental à la date anniversaire des 10 ans de la mise en service du parc, c'est-à-dire en 2026.

L'inspection constate que le plan de bridage n'inclut pas les mois de juin et juillet où une forte activité a été relevée en 2021 et 2022. De plus, le suivi en hauteur pour l'année 2023 n'est pas exploitable et ne permet pas de statuer quant à l'efficacité du bridage mis en place. L'inspection constate un cas de mortalité retrouvée en juin lors du suivi de 2023 mais aussi en 2022.

Afin de garantir un taux de préservation d'au moins 90 % de l'activité chiroptérologique, le plan de bridage doit être étendu aux mois de juin et de juillet. Le reste des paramètres est inchangé. Il convient de formaliser le bridage par la prise d'un arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires selon les paramètres suivants :

- Du 01/06 au 31/10 ;
- de 30 min avant le coucher du soleil à 30 min après le lever ;
- pour des vitesses de vent inférieures à 6 m/s ;
- pour des températures inférieures à 11 °C.

L'exploitant a été informé de la modification du plan de bridage proposé par l'inspection. L'exploitant a prévu de réaliser le renouvellement de son suivi décennal en 2026 comme le stipule l'arrêté du 26/08/2011. Le renouvellement permettra de vérifier l'efficacité du nouveau plan de bridage étendu aux mois de juin et juillet.

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté à la limite entre la plateforme de l'éolienne E1 et la parcelle agricole attenante un tas important de lisier, rendant la plateforme attractive pour la faune volante. L'inspection a, également, observé la présence d'un récupérateur d'eau pluviale. L'exploitant indique qu'il s'agit d'un dispositif permettant aux animaux de s'hydrater lors des périodes de sécheresse.

L'inspection a constaté sur place la présence de palettes sur la plateforme de l'éolienne E2 ainsi qu'un dépôt sauvage de déchets sur la plateforme de l'éolienne E3. La plateforme E4 était maintenue en bon état de propreté.

A la suite de la visite, les plateformes des éoliennes E2 et E3 ont été nettoyées et des photos transmises en date du 27/06/2025 par l'exploitant permettant d'acter de la propreté des plateformes.

Il convient d'ajouter dans l'arrêté préfectoral complémentaire, un article concernant l'entretien de l'abord immédiat des éoliennes afin de limiter l'attractivité des plateformes des éoliennes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il pourrait être opportun de sensibiliser les exploitants des parcelles agricoles attenantes aux plateformes pour éviter de déposer des éléments qui rendent leurs abords attractifs pour la biodiversité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13

Thème(s) : Risques accidentels, Accès

Prescription contrôlée :

Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement

ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Constats : L'ensemble des accès aux éoliennes sont maintenues fermées à clé en permanence.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Panneau et identification mât

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Affichage public
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : <ul style="list-style-type: none"> - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
Constats : Chaque éolienne est identifiée par le numéro de la machine, visible depuis l'entrée de la plateforme. Sur la porte de l'éolienne, les consignes sont affichées pour interdire l'accès aux personnes étrangères à l'installation et mettre en garde concernant le danger électrique. Il est également indiqué les soins à fournir en cas d'électrification ainsi qu'un numéro de contact de la société ERG. Un panneau est placé à l'entrée de la voie d'accès menant aux éoliennes E1 et E2. Il comporte les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - Accès aux installations interdites à toute personne non autorisée ; - Circulation ou stationnement sous les éoliennes interdit aux piétons et véhicules ; - Risque d'électrocution ; - Risque de chute de glace ; - Les consignes de sécurité et numéros à contacter en cas de situation anormale. Ces informations sont illustrées de pictogrammes. L'inspection a constaté l'absence de panneau d'affichage à l'entrée de la voie d'accès aux éoliennes E3 et E4. L'exploitant a transmis, suite à l'inspection, un devis daté du 17/06/2025 pour l'installation de panneaux d'affichage et poteaux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 4 : Essais annuels des arrêts

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17-2ème alinéa

Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance

Prescription contrôlée :

Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.

Constats :

L'exploitant a transmis les documents intitulés « 202410XX_RapportMaintenanceSenvion_MM100_8ans_MELXX_1002XX_ERGF_OK », un document est réalisé par machine. Il s'agit des rapports de maintenance annuelle effectués en interne par l'exploitant ERG.

Les rapports sont datés d'octobre 2024.

Par sondage documentaire, le rapport pour l'éolienne E1 a été analysé, il date du 10/10/2024. Les tests d'arrêt d'urgence sont répertoriés :

- Mise à l'arrêt manuel : point A.1 page 1 → réalisé par l'opérateur TM (sans commentaire) ;

- Mise à l'arrêt d'urgence : points D.8 page 2 (nacelle), M.3 page 7 (pied de tour) et O.2 (moyeu de rotor) page 8 → réalisés OK (sans commentaires) sauf M.3 OK/NOK. L'exploitant indique que c'est un oubli de la part du technicien qui n'a pas enlevé la mention NOK.

- Mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse : point R.4 page 9 → réalisé par l'opérateur TM, les tests sont réalisés à l'aide d'un générateur de fréquence (commentaires : Arbre lent: 19,23 Rpm / 7,7 Hz et Arbre rapide: 2505 Rpm / 334 Hz).

L'exploitant a présenté le fichier Excel utilisé pour la réalisation des différentes maintenances, il s'agit d'un tableau réalisé par le service qualité ERG. Le tableau est adapté pour chaque gamme de contrôle et par modèle d'aérogénérateur.

L'exploitant a indiqué qu'en cas de contrôle révélant un défaut, le technicien crée un ordre dans le logiciel de GMAO utilisé en interne appelé EOFIX. Une date butoir pour la réalisation des travaux nécessaires à la mise en conformité est définie en concertation avec les chargés d'exploitation et à partir d'une procédure interne. La procédure appelée « PREXP-002-04_Utilisation de l'outil EOFIX » a été transmise et définie la période maximale à ne pas dépasser pour réaliser les travaux en fonction de la criticité de la défaillance constatée. Le chargé d'exploitation explique qu'un mail automatique de rappel est envoyé par EOFIX à l'approche de la date butoir.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Contrôle visuel des pâles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-II
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle-Pâles
Prescription contrôlée : II. - Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pâles et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.
Constats : L'exploitant a fourni les documents intitulés « MELI_MEL-E1X_Inspectionsemestrielledespalesauxjumelles », un document par machine. Il s'agit des rapports d'inspection semestrielle des pâles réalisée par ERG. Les derniers contrôles ont été réalisés le 28 avril 2025. L'ensemble des pâles pour les 4 éoliennes est déclaré conforme et sans commentaire particulier sur l'état de chacune des pâles. Les inspections sont faites aux jumelles par le service inspection. Le personnel qui inspecte les pâles est formé pour détecter les défauts structurels majeurs. L'exploitant indique que des photos sont réalisées lors des inspections semestrielles à la jumelle si et seulement si des défauts importants sont constatés. Le service peut au besoin solliciter une entreprise extérieure pour une expertise plus poussée. Des réparations ont été réalisées par l'entreprise HELIOPALE via une équipe de cordistes qui inspecte les pâles de l'extérieur en 2024. Les rapports sont rédigés en anglais et ont été transmis suite à la visite d'inspection : <ul style="list-style-type: none">- E1 du 29/04 au 04/05/2024- E2 du 06/05 au 11/05/2024- E3 du 13/05 au 21/05/2024- E4 du 27/08 au 31/08/2024 Les dommages sont classés en 5 catégories : <ul style="list-style-type: none">- Cat. 1 Point d'intérêt ou dommage mineur. Aucune action.- Cat. 2 Dommage léger. Surveiller lors de la prochaine inspection.- Cat. 3 Dommage avancé. Réparer à la prochaine opportunité.- Cat. 4 Dommage majeur. Réparer à court terme.- Cat. 5 Dommage critique. Arrêt de la turbine jusqu'à réparation. Sur l'ensemble des éoliennes aucune catégorie 4 ou 5 n'a été répertoriée mais un nombre important de dommages de catégorie 3 ont été relevés et réparés. ERG a un contrat concernant le contrôle des pâles avec HELIOPALE, tous les 2 ans, une inspection au téléobjectif permet de caractériser dans le détail l'état structurel des pâles. Une inspection au téléobjectif sera prévue en 2026.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Registre de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté. L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.
Constats : L'exploitant a transmis un document intitulé « MELI_Registre de maintenance ». Il s'agit du registre de maintenance. Il reprend l'ensemble des opérations de maintenance à réaliser par machine. Les informations suivantes y sont répertoriées (pour chaque machine) : <ul style="list-style-type: none">- Périodicité ;- Point de la gamme de maintenance (référence de l'opération dans le livrable) ;- Livrable attendu ;- Date du dernier contrôle ;- Résultat ;- Remarques / Commentaires. Ce registre est exhaustif et reprend l'ensemble des contrôles ICPE mentionnés par l'arrêté ministériel du 26 août 2011 ainsi que la référence de l'article.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Moyens de lutte contre incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre incendie
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
Constats : L'inspection a constaté le jour de l'inspection que les extincteurs en pied de tour des aérogénérateurs E1, E2, E3 et E4 n'avaient pas été vérifiés en 2025 lors du contrôle annuel. L'étiquette apposée sur les extincteurs indiquait que le dernier contrôle remontait au 15 mars 2024.

L'exploitant a indiqué en amont de la visite sur site qu'il avait connaissance du problème et que des devis étaient en cours afin de réaliser la vérification des extincteurs de l'ensemble des machines.

A la suite de l'inspection, l'exploitant a transmis un document intitulé « RVV_21487946_01 ». Il s'agit du rapport de vérification incendie pour l'ensemble des extincteurs daté du 25/06/2025. L'inspection n'a pas constaté d'observations particulières, à noter que 11 extincteurs ont été renouvelés.

Type de suites proposées : Sans suite